



CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 8 avril 2014
(OR. fr)

8242/1/14
REV 1

Dossier interinstitutionnel:
2011/0389 (COD)

CODEC 917
DRS 46

NOTE POINT "I/A"

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
Objet:	Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés (première lecture) - Adoption de l'acte législatif (AL)

1. Le 5 décembre 2011, la Commission a transmis au Conseil la proposition visée en objet ¹, fondée sur l'article 50 du TFUE.
2. Le Contrôleur européen de la protection des données a rendu son avis le 13 avril 2012 ². Le Comité économique et social a rendu son avis le 26 avril 2012 ³.
3. Conformément aux dispositions de la déclaration commune sur les modalités pratiques de la procédure de codécision ⁴, des contacts informels ont eu lieu entre le Conseil, le Parlement européen et la Commission en vue de parvenir à un accord en première lecture.

¹ doc. 16971/11.

² JO C 336 du 06/11/2012, p. 4.

³ JO C 191 du 29/06/2012, p. 61.

⁴ JO C 145 du 30/06/2007, p. 5.

4. Le Parlement européen a arrêté sa position en première lecture le 3 avril 2014, en adoptant un amendement à la proposition de la Commission. Le résultat du vote du Parlement européen reflète l'accord de compromis intervenu entre les institutions et devrait donc pouvoir être accepté par le Conseil ¹.
5. En conséquence, le Comité des représentants permanents est invité à confirmer son accord et à suggérer au Conseil d'approuver, avec le vote contre des délégations tchèque et hongroise et l'abstention des délégations autrichienne et espagnole, la position du Parlement européen en point "A" de l'ordre du jour d'une prochaine session, telle qu'elle figure dans le document PE-CONS 6/14.

Si le Conseil approuve la position du Parlement européen, l'acte législatif est adopté.

Suite à la signature par le président du Parlement européen et par le président du Conseil, l'acte législatif est publié au Journal officiel de l'Union européenne.

¹ doc. 8017/14.